



Vigilance Soudan

www.vigilsd.org

Bulletin créé en 1992

N° 121 - Novembre/Décembre 2003

TURABI/TAHA : Une lutte pour le pouvoir ou la fin annoncée d'un règne

par Hassan El Tom.

Si la signature d'un accord entre le chef de l'opposition soudanaise Mohamed Osman Al Mirghani et le Vice président Ali Osman Mohamed Taha le 4 décembre dernier marque une avancée significative dans le processus de paix et le rétablissement d'un régime démocratique au Soudan, les experts y voient avant tout l'aboutissement d'un processus d'usure et de lutte pour le pouvoir entre islamistes soudanais. Dr al-Turabi y est forcément pour quelque chose. N'est-il pas le parrain désavoué de ce régime ? En effet, la libération de Turabi survenue le 13 octobre 2003 a provoqué ces derniers développements.

L'arrestation de Turabi, chef du Congrès Populaire, en février 2001 avait été justifiée par la signature d'un mémorandum avec le SPLM de John Garang. En réalité le pouvoir qui négociait avec ce même Garang, se sentait déstabilisé par Turabi. Ce dernier au fil des jours depuis son limogeage du poste de président du parlement en décembre 1999, était dans la position du principal opposant au pouvoir. Le Congrès populaire pratiquait une guerre sans merci contre le pouvoir où les dossiers les plus secrets commençaient à être dévoilés. Al Béchir mais surtout le vice président Ali Osman Taha, ne savaient plus qui était avec ou contre eux au sein des islamistes soudanais. Cette politique d'agressivité à tout va : brouiller les cartes et s'allier avec son ennemi, visait à donner à Hassan Al Turabi une nouvelle virginité et une légitimité politique. Son emprisonnement contribua à cet effet.

La force de Turabi est que ses anciens adeptes ne savaient pas que faire de lui, alors qu'il disposait d'un large choix de méthodes pour nuire au régime. Dans une société patriarcale, Turabi se donnait l'image du Père trahi par ses enfants qui ont été aveuglés par la cupidité du pouvoir. Beaucoup d'islamistes soudanais même parmi les fidèles du pouvoir en place voyaient mal le traitement réservé au parrain du mouvement islamiste soudanais. Dès lors on comprend aisément la facilité avec laquelle le Congrès populaire pouvait recruter parmi les partisans du régime. Aussi le pouvoir, pour endiguer les fuites dans la presse, n'avait d'autre choix que museler le Congrès populaire, son organe de presse et tout autre journal qui sympathisait, comme ce fut le cas pour le quotidien Alwan. Les affaires de corruption des membres de l'équipe dirigeante étaient le sujet favori de cette presse. L'infiltration du régime par les turabistes devenait visible aussi lorsque les services secrets arrêtaient des *mujahidines* devenus célèbres par les médias officiels du régime qui diffusait des émissions de propagande sur la guerre civile au sud du pays.

La question de Darfour est devenue aussi une raison pour combattre le régime en place. Ainsi on assista dans un premier temps à la diffusion clandestine d'un livre noir dénonçant les inégalités de traitement dont cette région est l'objet. A la fin de 2001, a vu le jour le Mouvement soudanais de la justice et de l'égalité, les dirigeants de ce parti qui prône la lutte armée, sont des anciens du Front national islamique. Khartoum les accuse d'être manipulés par Al Turabi, et refuse d'entamer des négociations avec eux. (suite page 4)

Dernière heure

Une délégation ALPS s'est rendue à Khartoum le 5 décembre sous la direction de Pagan Amoun, secrétaire général de l'Alliance Nationale Démocratique, à l'invitation du parti au pouvoir. C'est la première fois en 20 ans de guerre. La délégation a été accueillie avec enthousiasme par les déplacés.

Les pourparlers devaient reprendre le lendemain au Kenya entre Taha et Garang.

Le Cardinal Gabriel Zubeir Wako s'est rendu à Paris à l'invitation du Secours Catholique et de Vigilance Soudan. Il a rencontré différentes personnalités religieuses, politiques françaises et soudanaises.

Il a notamment déclaré que la guerre sanglante avait tant changé la société soudanaise qu'une longue période d'apaisement serait nécessaire.

S O M M A I R E

Turabi/Taha <i>par Hassan El Tom</i>	p. 1
Paix	
- Repères	p. 2
- A Marches Forcées <i>Bételgeuse</i>	p. 2
- Projets pour la paix	p. 3
Droits de l'homme	
- Nord	p. 3
- Sud	p. 4
Darfour	p. 7
Terrorisme	p. 8
Opérations Militaires	p. 3
Pétrole et Économie	p. 8
Le Pape canonise Comboni et parle d'une université catholique au Soudan	p. 8
L'UNESCO inscrit au patrimoine mondial...	p. 8
Dernière heure	p. 1

REPÈRES

Les points à être négociés sont :

Le statut de la capitale nationale que l'ALPS veut laïque, ou tout au moins la partie où se trouvera le gouvernement central. Béchir soutient que Garang revient sur sa parole puisqu'il avait admis à Machakos que la charia règnerait au Nord, qu'il s'agit d'une manoeuvre tactique.

Le partage des richesses : on serait arrivé à 60% pour le Sud et 40% pour le Nord ; Khartoum avait proposé 20% pour le Sud.

Le partage du pouvoir : L'ALPS demande une présidence tournante entre Béchir et Garang. Béchir propose une vice-présidence à Garang. Il y aurait des avancées dans le domaine judiciaire ; la création d'un poste de premier ministre est en question. Le problème des redoutables forces de sécurité sera débattu avec le partage du pouvoir.

Une banque Centrale ou deux : Béchir a proposé qu'une branche de la banque centrale sise dans le Sud ne soit pas assujettie à la charia.

Les trois régions du Nord : les Monts Nouba, la région d'Abyei et le Nil Bleu Sud, pour lesquelles l'ALPS, à la requête des intéressés, demande que soit donné le choix de l'appartenance au Sud, ce que le gouvernement récuse. Dans le Nil Bleu, 90 membres de l'administration indigène et des dignitaires ont demandé à Khartoum à se gouverner eux-mêmes pendant la période transitoire sans être contrôlés par l'ALPS (*ni apparemment par le gouvernement*). On ne comprend guère pourquoi ils se limitent à la période transitoire. Les leaders masserya (tribu arabe) d'Abyei soutiennent le point de vue gouvernemental, mais là, les Masserya sont moins nombreux que les Dinka (des Sudistes). A chaque occasion, Béchir répète que ces demandes n'ont pas de sens, que dans ces régions vivent beaucoup de tribus arabes. *Surtout doit-on dire, depuis qu'il les a encouragées à y aller.* Garang a écrit à Bush pour lui demander de presser Béchir de laisser les trois régions décider de leur sort par elles-mêmes.

L'ALPS a déclaré : C'est au gouvernement à faire des concessions, nous sommes les opprimés ; nos demandes correspondent à ce qui encouragera les Sudistes à voter pour l'unité.

PAIX

A MARCHES FORCÉES

Après le bel effort que représenta l'accord sur les forces armées pendant la période intérimaire, survenu 15 mois après celui concernant l'auto-détermination du Sud et la liberté de culte dans tout le Soudan, les pourparlers piétinent.

Le Vice-Président de la République, Ali Mohammed Taha* et Garang, le président du Mouvement/ Armée de Libération du Soudan (M/ALPS), se sont retrouvés au Kenya ; ils n'ont guère avancé. Ce n'est pourtant pas faute d'insistance des Etats-Unis qui n'ont jamais eu de succès au Moyen-Orient ni dans le Golfe, et pour lesquels un accord sur le Soudan enverrait un message puissant au monde musulman et serait utile à la réélection de Bush. Et les réserves pétrolières soudanaises sont estimées à 1,2 milliards de barils. Colin Powell est donc venu le 22 octobre encourager les négociateurs. Dans un premier temps, il semble avoir espéré que la paix serait signée en sa présence. Il dut déchanter. Il promit qu'en cas de paix les Etats-Unis envisageraient de suspendre leurs sanctions contre le Soudan et que Béchir et Garang seraient invités à la Maison-Blanche. A la pensée que le traité de paix pourrait être signé à Washington, le Kenya fut irrité ; ayant supporté, depuis 1992, avec les pourparlers de l'IGAD la chaleur du jour, il n'apprécierait guère que les Etats-Unis, ouvrier de la dernière heure, s'emparent de la palme. De plus une telle paix semblerait étrangère aux Soudanais. Quoi qu'il en soit, Powell arracha aux parties les promesses que les négociations ne s'arrêteraient pas, même pendant le Ramadan, jusqu'à la paix, et que cette dernière serait signée avant la fin de l'année. Las! sitôt Powell parti, Garang donnait à Taha vacances pour la durée du Ramadan ; ils doivent se retrouver le 5 décembre ; bientôt l'annonce que la date-butoir de fin d'année ne pourrait probablement pas être tenue, filtrait. Il semble qu'à l'arrêt des négociations, les seuls points d'accord entre les Parties, outre l'agacement causé par l'extrême pression américaine, soient la priorité donnée au retour des réfugiés et déplacés dès la paix signée, un appel aux Nations-Unies pour surveiller le cessez-le-feu, et de bonnes avancées sur le partage des richesses.

En attendant les deux parties essayent de gagner des alliés. Taha s'est rendu en Arabie Séoudite, au Qatar, en Syrie, en Ethiopie, en Egypte. Une délégation gouvernementale est allée aux Etats-Unis. Khartoum fait même appel à l'Eglise « très importante pour la paix ».

Garang a envoyé des délégués à peu près dans toute l'Afrique, non seulement en Afrique du Sud, au Mozambique, au Botswana, en Zambie, au Zimbabwe, mais aussi en direction des pays arabes, en Algérie, au Caire, à Tripoli. Il a aussi convié la Ligue Arabe comme observateur aux pourparlers, disant non sans humour que les délais dans l'invitation étaient dûs au fait que « les Sudistes ont l'impression que la Ligue soutient le gouvernement ». Il a aussi prié le fils de Qaddafi de se rendre au Sud-Soudan. Il est allé aux Etats-Unis où il a rencontré Colin Powell et le Secrétaire Général des Nations-Unies.

Il devait surtout se déplacer en France le 22 novembre à l'invitation de Dominique de Villepin. Il avait aussi pris rendez-vous à Paris avec Sadiq el Mahdi de l'Umma, Mulana Osman el Mirghani du Parti Unioniste Démocratique et de l'Alliance Nationale Démocratique et Tourabi du Congrès National Populaire. Le 17 novembre, on apprenait que l'invitation de Villepin était repoussée à janvier. Doit-on penser qu'après le contrat Alstom, nos gouvernants n'étaient pas prêts à voir tout ce qui compte dans l'opposition musulmane et Garang, lancer un « appel de Paris » favorable à sa position dans les négociations? Curieusement, selon le quotidien soudanais *al Ray al Amm*, les Américains auraient déconseillé à Garang la tenue de ce meeting quadripartite : si le fait était avéré, ce serait un cas curieux d'entente américano-française sur la politique africaine.

Les parties cherchent aussi à rallier le soutien de leur bord. Béchir déclare que la paix sera le grand accomplissement du régime, oublieux que son coup d'Etat a causé 14 ans supplémentaires de guerre ; Béchir parle de démocratisation ; son premier but est certes de garder le pouvoir, mais il espérerait que la patrie, reconnaissante pour la paix retrouvée, l'élira ; s'il est sincère, il devra faire de grandes purges dans son administration en sens inverse de celles qu'il fit au début de son règne, pour se défaire des tenants de la ligne dictatoriale. Le climat délétère qui prédomine au Darfour fait douter de sa bonne foi.

Garang a rencontré à Asmara les leaders de l'Alliance Nationale Démocratique dont il fait partie et s'était rendu au Sud-Soudan pour expliquer sa position à ses troupes et à ses supporters. L'ALPS aurait négocié avec des leaders de factions sudistes, assez souvent avec succès.

(suite page 4)

PROJETS POUR LA PAIX

Les **Etats-Unis**, par la voix d'Andrew Natsios, chef de l'agence américaine pour le développement international, se sont engagés à accroître **leur aide** de 160 millions de dollars par an- déjà le plus grand programme en Afrique sub-saharienne-, **à 200 millions de dollars** en 2004 à condition qu'il y ait la paix. L'aide humanitaire deviendra une aide au développement, particulièrement dans les domaines des services publics et de l'infrastructure. Un bureau sera établi à Nairobi. Les Etats-Unis ont dépensé 1,7 milliards de dollars en aide humanitaire au Soudan. (Reuter 30 10).

La **Grande-Bretagne** espère dépenser **28 millions de livres** (47 millions de dollars) pour la construction de la paix et les structures gouvernementales (Reuter 30 10).

Les **Pays-Bas** ont offert au Soudan une aide de **3,5 millions d'euros** (4 millions de dollars) pendant les 6 premiers mois de période pré-intérimaire après que la paix sera signée, pour la santé et d'autres services. Les Pays-Bas ont donné deux millions d'euros pour la logistique du processus de paix (AFP 12 11).

Rappelons que **l'Union Européenne dégagerait 400 millions d'euros** bloqués depuis 1990 (465 millions de dollars) et aiderait les donateurs à permettre à Khartoum le soulagement de sa dette.

L'UNHCR planifie le rapatriement volontaire des 347 847 réfugiés éthiopiens et érythréens du Soudan et des 572 061 réfugiés soudanais à l'étranger. Ces derniers sont 223 079 en Ouganda, 88194 en Ethiopie, 69473 en R.D.Congo, 59 500 au Kenya, 30 324 en Egypte et 661 en Erythrée. (Il ne s'agit que des réfugiés enregistrés à l'UNHCR).L'organisation enquête déjà en Ethiopie pour savoir quels réfugiés auraient peur pour leur sécurité s'ils étaient rapatriés (International Herald Tribune 21.11) . On craint que l'Ethiopie ne pratique des rapatriements forcés.

Les Soudanais bénéficieront des centres abandonnés par les Erythréens et Ethiopiens (surtout sis dans le Nord !). La stratégie d'après conflit de l'UNHCR se concentrera

sur l'intégration des réfugiés pour qu'ils vivent pacifiquement. Elle les aidera en fournissant des abris, de l'eau, des systèmes sanitaires, des programmes de santé, d'éducation, et des projets générateurs de revenus et construira écoles, hôpitaux et centres nutritionnels. L'UNHCR aura des bureaux à Juba, Malakal et Wau au Sud-Soudan (dpa 07 11). Le Haut-Commissaire a déclaré que son agence était prête à s'occuper des personnes déplacées à l'intérieur du pays venues du Nord à condition qu'elles s'enregistrent comme réfugiés. *C'est un point important car les personnes déplacées sont beaucoup plus nombreuses (4 millions) que les réfugiés. Toutefois un grand nombre est déplacé dans le Sud et ne semble pas couvert par cet arrangement.* Béchir et Garang se sont engagés à soutenir le projet des Nations-Unies (AFP 12 11 ; dpa 11 /12 11).

Les Nations-Unies ont engagé les donateurs à fournir des fonds pour la reconstruction (IRIN 24 10).

L'assistant du Secrétaire Général des Nations-Unies, Kiran Bander Qaset, s'est rendu à Khartoum pour discuter des garanties à apporter au futur accord de paix et harmoniser les points de vue des deux parties (KUNA 15 11). La Norvège envisage d'envoyer une force d'observateurs (The Norway Post 07 11).

Le Président Béchir s'est engagé à supprimer l'Etat d'urgence à la signature de la paix.(dpa 11 11). *Peut-être pas au Darfour !*

Le Vice-Président du **MLPS a demandé à la Ligue arabe** de développer le Sud.

Et déjà 2000 déplacés retournent dans le Sud en barges affreusement encombrées, vers Juba, Bor et Adok. Ils disent rentrer à cause des faibles perspectives d'emploi dans la capitale, du harcèlement pour brassage de la bière et des perspectives de paix. Le PAM leur a donné des vivres pour 15 jours. Déjà quelques déplacés étaient retournés, mais seulement pour un certain temps et ils étaient trois fois moins nombreux (IRIN 07 11).

(suite de la page 2 : Paix : A marches forcées)

Les forces de l'opposition manifestent leur mauvaise humeur. Sadiq el Mahdi soutient que le gouvernement et l'ALPS risquent de former une alliance répressive, qu'il n'y a pas à parler de partage du pouvoir mais à organiser des élections, que l'Egypte et la Lybie doivent participer aux négociations. De source gouvernementale soudanaise, l'Alliance Nationale Démocratique juge peu satisfaisantes les négociations qui obligent Garang à une cessation d'hostilités - et donc à ne plus soutenir le front Est à la frontière érythréenne. Quant au petit Mouvement pour la Justice et l'Egalité (Darfour), il affirme que la seule façon pour que les Sudistes ne votent pas pour l'Indépendance, est d'élire Garang à la Présidence de la République.

Un traité de paix ne règlera pas tous les problèmes du Soudan. Il ne sera question, ni des oppositions armées de l'Ouest, ni de celle de l'Est pour laquelle rien n'est prévu.

Dans ces limites, un accord sera probablement signé. Il ne reste plus qu'à espérer qu'il sera sérieusement mis en oeuvre.

Bételgeuse, 28.11.03

** Selon des informations d'Africa Confidential, Ali Osman a été averti que s'il n'adhérait pas à la paix, les dossiers le concernant en matière de sécurité pourraient être révélés au grand jour. Il a dirigé le ministère de la planification sociale à partir de 1993, date à laquelle il était chargé entre autres de nombreuses questions de sécurité.*

Cela étant dit, on dénote un ton religieux dans le discours de ce parti même s'il met l'accent sur les revendications régionalistes.

Une partie des islamistes du côté gouvernemental plaide pour la réunification du mouvement islamiste. Ali Osman Mohamed Taha s'opposa systématiquement à une pareille démarche. Mais cela n'a pas empêché d'éminents dirigeants au sein du parti au pouvoir de mener plusieurs missions de bons offices avec Turabi pour réconcilier les islamistes. Ghazi Salah Eddine Attabani avait fait différentes démarches auprès de Turabi, la dernière remonte au mois d'avril 2002.

Ainsi Turabi même s'il n'est plus aux affaires depuis 1999, continue indéniablement d'avoir une influence certaine dans la vie politique du pays. Toutefois sa libération à mi octobre dernier venait à un moment où régnait une certaine confusion dans les allées du pouvoir suite aux négociations Taha/Garang au Kenya. On estime que cette libération s'est faite sous pression des islamistes qui voulaient un compromis avec al Turabi. Egalement, on prétend que Attabani y est pour beaucoup. Bref, un règlement de compte entre deux factions au sein de l'équipe dirigeante conduit à la libération de Turabi. On voulait que sa libération gêne le vice président Ali Osman Mohamed Taha et paralyse son action.

Un coup de fouet

Libéré, Turabi a très vite senti la fragilité de la situation de son principal adversaire Ali Osman Taha. En effet celui-ci négocie cette fois directement avec Garang. Saboter ces négociations lui permettrait de retrouver sa place au sein du régime et d'éliminer Taha si non de provoquer sa chute. Très vite, il annonce son intention de rencontrer les dirigeants de l'opposition soudanaise à l'étranger, il demande la tenue d'élections législatives, il profite de ce que l'archevêque de Khartoum, Zubeir Wako, soit créé Cardinal pour aller le féliciter et annoncer son attachement au respect des libertés religieuses. Il part à Doha, invité par la télévision panarabe Al Jazira, où il rappelle la nécessité d'expliquer le sens du *Djihad* au gens, et défend l'idée que la liberté constitue le fondement de l'islam. Occuper la scène, démontrer les limites du régime.

Le Vice président comprend que toute inertie dans les négociations de paix l'expose doublement. Sur le plan intérieur, Turabi attend cet échec pour le délégitimer, sur la scène internationale, les Etats-Unis risquent de reprendre leur politique de déstabilisation contre le régime. Son seul salut sera de maintenir le cap et d'avancer sur les deux questions de la paix et de la démocratisation du pouvoir. Il explique à ses interlocuteurs sudistes qu'il est attendu au tournant, que renoncer clairement à la législation islamique signifie sa mort politique. Il faudrait trouver une solution qui lui sauverait la face. Sur l'autre front, celui de négociations avec l'opposition soudanaise représentée par l'Alliance nationale démocratique, Taha accélère la marche pour signer un accord avec celle-ci avant Turabi. Ce dernier avait entrepris des contacts avec les dirigeants de l'opposition pour signer une déclaration politique pour la paix et la démocratie au Soudan. Taha signe dans la foulée à Jeddah en Arabie Saoudite, un accord avec le chef de l'AND qui prévoit, outre les principes énoncés dans l'accord signé avec le SPLM, d'autres principes parmi lesquels l'organisation d'élections régionales pour le choix des chefs des exécutifs régionaux. Il faut se rappeler que l'organisation d'élections régionales fut proposée par Turabi et motiva son limogeage du perchoir.

Cette lecture rapide de la situation politique soudanaise, permet de réaliser combien l'usure du pouvoir et la lutte pour le pouvoir ont amené les islamistes soudanais à se déchirer entre eux. Turabi avait depuis longtemps proposé la démocratisation du régime. Le parti, par le coup d'Etat de 1989, avait réussi à imposer la législation islamique. La démocratisation signifiait pour lui rendre pérenne de cette législation en trouvant d'autres alliés venus de l'islam modéré tel son beau frère Sadiq Al Mahdi. Ali Osman Taha à l'époque s'opposait à cette démarche. Turabi s'appretait à réorganiser le parti et l'appareil de l'Etat. Taha sentait que le vent tournait contre lui. Aujourd'hui, Taha va à grand pas vers la paix et la démocratie au Soudan. Avec une seule différence qui est de taille : aujourd'hui c'est lui qui négocie la paix, c'est lui qui aura une nouvelle légitimité tirée de la signature d'accords politiques avec les opposants. Il fait ce que Turabi voulait faire mais à sa place. Reste à savoir si Taha, l'homme qui a fait toute sa carrière dans l'ombre, aura le même charisme pour séduire les islamistes une fois qu'un régime parlementaire multipartite sera établi au Soudan.

*Vigilance Soudan
adresse ses meilleurs vœux de paix
à ses lecteurs et à tous les Soudanais
pour l'Aïd el Fitr, Noël et l'an 2004.*

Nous autorisons la reproduction des articles de ce bulletin à condition d'en citer la source et de ne pas en modifier le contenu.

BULLETIN EDITE PAR LE COMITE DE VIGILANCE POUR LES DROITS DE L'HOMME ET LES LIBERTES AU SOUDAN
-BP 184 - 75665 PARIS CEDEX 14 - TEL : 01 45 40 75 76 - FAX : 01 45 43 52 78. - E-mail : bureau@vigilsd.org
Dépôt légal : Décembre 2003 - ISSN 1286-6121 - Directrice de la Publication : Simone DUMOULIN

Le Soudan a ratifié la Convention interdisant l'utilisation, le stockage, la production et le transit des **mines anti-personnel**. Le Soudan doit avoir débarrassé son territoire des mines anti-personnel d'ici le 1er avril 2014.

Le Fonds Global des Nations-Unies pour combattre **le sida, la tuberculose et la malaria** attribuera plus de 20,7 millions de dollars au Nord-Soudan. Une donation semblable pour le Sud-Soudan a été refusée pour la seconde fois, et seules les personnes qui l'ont demandée en connaîtront la cause (?). Toutefois, 18 millions de dollars furent attribués, mais non encore donnés pour la lutte contre la tuberculose et la malaria.

Le taux d'infection par le virus du sida dans la population adulte est estimé à 2,6%, mais il y a des variations avec de plus grands taux dans l'Etat de Khartoum et celui du Nil Blanc. Lorsque l'accord de paix sera signé et que les réfugiés ainsi que les personnes déplacées rentreront chez eux, les taux risquent de s'élever de manière très importante. Les efforts pour lutter contre le sida au Soudan se sont heurtés jusqu'à il y a deux ans à l'idée que « pays conservateur, le Soudan était naturellement protégé de l'épidémie » (IRIN 24 10).

Le gouvernement a **supprimé les autorisations de voyage** instaurées en 89 pour les femmes, car maintenant « le pays est sûr » (SUNA 14 11). Le décret sera-t-il appliqué?

NORD

La presse

Le 30 septembre, **deux journaux ont été suspendus**. Le premier, **Al-Sahafa**, fut suspendu trois jours pour avoir publié une publicité des Ethiopian Airlines, où « les passagers peuvent jouir de vins délicieux » parce que cela encourageait les gens à boire de l'alcool (AFP 30 09). Le second **Al-Azminah** fut suspendu indéfiniment, jusqu'à la fin d'une enquête par le Procureur de la Cour pour les crimes contre l'Etat sur plainte des forces armées. Le journal avait publié un article disant que la milice des Forces de Défense Populaire serait dissoute après l'accord de paix (AFP 30 09). *C'est exact, l'accord sur la sécurité signé par le vice-Président et John Garang porte que toutes les milices seront dissoutes. Ne le sait-on pas à Khartoum ?*

Le 4 novembre, **le rédacteur en chef de Al-Sahafa et son principal conseiller ont été arrêtés** sur plainte du ministère de l'Orientalisation et des **Wakfs** pour avoir publié une pétition de clercs de la mosquée de Kosti après des détournements de fonds des fondations de cette mosquée (*Al Sahafa 06 11*).

Les autorités judiciaires ont levé la suspension du Khartoum Monitor, le seul quotidien de langue anglaise, car la loi prévoit qu'un avertissement doit être donné avant toute suspension (AFP 16 10). *Voilà une découverte fort intéressante. Fin octobre, le rédacteur en chef de Khartoum Monitor, Nhial Bol, s'est enfié du Soudan au Kenya à la suite d'arrestations, de menaces contre sa vie, et d'actions gouvernementales répétées contre le Monitor. Ce journal publiait des articles sur le processus de paix, les abus des droits de l'homme par les forces de sécurité, l'esclavage, après que le gouvernement ait interdit d'en parler, le dialogue entre le Nord et le Sud. Le 1er novembre Bol a reçu un don d'urgence du fond Hellman/Hammnett pour les écrivains persécutés. Il a l'intention de se rendre dans les territoires du Sud sous contrôle MLPS et d'y commencer un journal ce qui n'existe pas et serait fort le bienvenu (Human Rights Watch 12 11). Peu de gens au Soudan ont accès à une information indépendante et connaissent le coût humain terrifiant de la guerre.*

Al Ayam a vu sa publication saisie et suspendue le 17 11 par le procureur des crimes contre l'Etat jusqu'à ce que l'enquête soit achevée. Le procureur a reçu le rédacteur en chef Mahjoub Mohammed Salah, et a passé en revue quelques uns des articles publiés au cours des 16 derniers mois dont il a prétendu que le contenu était faux. Beaucoup de ces articles concernaient la situation au Darfour. Le rédacteur en chef a fait appel (AFP 17 11). L'ambassade des Etats-Unis a exprimé sa surprise et son

désappointement devant cette décision contraire à une déclaration [du Président] supprimant la censure de la sécurité sur les journaux. En effet c'est selon le Sudan Media Center, l'organisme de **Sécurité Nationale** qui a écrit au procureur lui demandant d'entamer des poursuites contre le journal (Reuter 18 11/ AFP 19 11). De plus l'annonce officielle de la suspension du journal portait un avertissement selon lequel la **Sécurité** étudiait une seconde publication qui n'a pas été nommée (AP 20 11). Finalement le procureur en chef a annulé la suspension de *Al Ayam* car seul lui peut décider si un article mérite la fermeture d'un journal (AFP 22 11). *Voilà une autre découverte fort intéressante, mais qui vient peut-être de la pression américaine. N'empêche que ces fermetures continuelles causent un grave préjudice financier aux journaux.*

Le 3 décembre des officiels de la sécurité interrompaient à nouveau l'impression de *Al Ayam*.

L'Agence Internationale d'Energie Atomique utilise la technologie nucléaire dans un projet destiné à éliminer d'Afrique les **moustiques porteurs de malaria**. De très nombreux insectes mâles sont transportés aux laboratoires de Seibersdorf près de Vienne et là ils sont exposés à de larges doses de rayons gamma. Puis ils sont relâchés. Lorsqu'ils s'accoupleront, non seulement ils n'auront pas de descendance, mais encore ils stériliseront la femelle. On espère que de fréquents lâchers d'insectes finiront par éradiquer ce moustique.

Cette méthode est testée au Nord-Soudan et sur l'île de la Réunion. L'Agence a déjà débarrassé Zanzibar de la mouche testée par des méthodes similaires. La dernière mouche fut attrapée en 1996.

Le projet est financé surtout par les Etats-Unis et la **France** (Voice of America 23 10).

Le Docteur Nawal Nour, une Soudanaise travaillant à l'hôpital des femmes à Boston où la plupart de ses patientes sont traitées pour des **affections liées à la circoncision féminine** (excision) a reçu un **prix** d'un montant de **500 000 dollars** (N.Y. Times, 05 10).

Une invasion de **sauterelles** a provoqué une **épidémie** d'attaques allergiques, notamment d'asthme, dans la région de Wad Médani (Guezira). Malgré les puissants arrosages d'insecticides, onze personnes sont mortes et des milliers ont été hospitalisées. Selon un officiel, la maladie serait liée à un **phéromone** qui est relâché par les sauterelles pendant la saison des amours (New Scientist.Com 03 11).

SUD

En dépit du cessez-le feu actuel, l'opération de secours des NU Lifeline Soudan, s'est vu **interdire l'accès à 40 endroits en septembre**.

Human Rights Watch a publié « Sudan, Oil and Human rights », un **important document** très attendu sur **l'exploitation pétrolière au Soudan** où il dit notamment que les pétroliers ont été complices de violations gouvernementales des droits de l'homme et leur demande de suspendre immédiatement leurs opérations. Selon les statistiques de Khartoum, 60% des 580 millions de dollars des revenus du pétrole en 2001 furent dépensés pour l'achat d'armes étrangères et le développement d'une industrie domestique d'armes. Il demande que les pourparlers de paix s'occupent de manière complète de l'héritage de la guerre pétrolière et en particulier des divisions ethniques qui persistent dans les champs pétrolifères et menacent la paix à terme. On obtient ce travail sur www.hrw.org

MSF parle d'un risque accru de paludisme au Sud-Soudan à cause des lourdes pluies qui ont transformé beaucoup de terrains en marais, augmentant le nombre des moustiques. MSF traite plus de 5000 patients par semaine dans le Bahr el Ghazal et a traité 52 000 patients au cours des quatre derniers mois dont 800 cas très sérieux (AFP 18 11).

OPÉRATIONS MILITAIRES

Lam Akol, le ministre des transports, qui avait signé en 1997 les accords de Fachoda avec le gouvernement qui laissaient la région Shillouk (Sud) en-dehors de la guerre, a rejoint l'ALPS. Le gouvernement lui avait interdit alors qu'il était à Malakal de rendre visite à sa milice, car il voulait la diviser et en faire une milice gouvernementale. Cette défection arrive dans un mouvement d'unification des forces du Sud avant la signature du traité de paix. Lam Akol est ingénieur chimiste.

Selon le Journal *Al Ayam*, un tribunal spécial à Port-Soudan a **condamné 10 hommes** à la pendaison et 15 autres jusqu'à 14 ans de prison pour avoir **acheté, vendu en contrebande à des marchands d'armes**, plus de mille fusils d'assaut kalachnikov, des centaines de mitrailleuses et de pistolets d'un entrepôt de l'armée proche de Port-Soudan d'une valeur d'environ 12 millions de dollars. Le quotidien *Akhbar elYom* a cité le procureur disant que les sentences étaient lourdes parce que le trafic était lié à la révolte [du Congrès Béja] (AFP 25 10)

L'Equipe de Vérification et de Surveillance censée veiller à l'accord de cessation d'hostilités entre le gouvernement et l'ALPS depuis février 2003, a **commencé à travailler**, ayant été mis en inactivité depuis août : manque de fonds, manque de personnel, processus bureaucratique et diplomatique écrasants, désaccord sur les tâches et la composition de l'équipe entre Khartoum et l'ALPS, quatre changements de direction. Enfin Khartoum a refusé des visas à deux membres érythréens de l'équipe à cause des problèmes sur la frontière, l'IGAD a refusé d'autoriser les missions ; cela a accru le manque de fonds, beaucoup d'Etat donateurs hésitant à investir tant que les problèmes ne seraient pas réglés.

Maintenant l'équipe qui comprend 15 personnes, dont des officiers de l'armée soudanaise et de l'ALPS, fait de la cartographie, du travail de liaison avec les commandants, surveille les mouvements de troupe et informe tous les militaires de leurs responsabilités. En novembre, une base sera créée à Leer, Haut-Nil Ouest et un bureau de liaison à Malakal. A partir de ce moment des patrouilles pourront opérer. Un certain nombre d'enquêtes attendent depuis plusieurs mois. Toutefois le comité du canal des communications ne s'est pas réuni depuis juillet. La composition de ce comité pose problème parce que ses membres sont engagés dans les pourparlers de paix ce qui leur laisse peu de temps pour accomplir les deux tâches (IRIN 29 10). La communauté internationale a totalement sousestimé la taille des territoires et le manque total d'infrastructures.

De source gouvernementale, un policier a été tué lors d'un **clash entre la police et des forces Béja sur la grande route Khartoum Kassala** avant qu'elles ne fuient en Erythrée et 14 pièces d'explosif furent trouvées près du transformateur de Kassala.

Les autorités accusent aussi l'Erythrée de vouloir unifier deux mouvements, les forces Béja et les lions libres, une force Rashaïda, nom de la seule tribu purement arabe du Soudan, qui toutes deux se plaignent d'être marginalisées par Khartoum (AFP 15 10)

Selon la BBC du 25 octobre, reproduisant les propos du Président de la conférence Béja, les forces Béja et El-Fath auraient capturé la 37ème brigade Qarabah et détruit deux camps militaires sis le long de la Gash. Elles ont aussi bloqué la route Khartoum-Port-Soudan, coupant la région. Le Président a averti les usagers de cette route de s'abstenir de l'utiliser dans leur intérêt comme dans celui de leurs biens (AFP 25 10).

DARFOUR

Les 65 députés du Darfour sont sortis du parlement quand celui-ci a refusé de débattre du Darfour et se sont engagés à boycotter les séances de l'Assemblée Nationale jusqu'à ce que Béchir s'engage à désarmer les milices qu'il avait d'abord suscitées et à envoyer des secours. Ce fut chose promise quatre jours plus tard. Les actes n'ont pas suivi les paroles. A leur tour, l'administration locale puis l'ensemble des partis au Darfour dont le parti au pouvoir, ont demandé à Khartoum de démanteler les milices janjaweed qu'il a créées (Al Sahafa 17.11).

A côté du Mouvement/Armée de Libération du Soudan (M/ALS), se trouve une autre force, le Mouvement pour la Justice et l'Egalité (MJE) dont le responsable est un ancien ministre au Darfour des services du régime, Mohamed Khalil Ibrahim, qui a publié en arabe anonymement un livre noir sur le Darfour dont nous avons fait état en son temps. Il dit avoir rompu tous liens avec les Frères Musulmans et Tourabi et demandé l'asile politique en France. Les deux mouvements se plaignent de l'abandon dans lequel est laissé le Darfour au point de vue développement. Ils se plaignent aussi du nettoyage ethnique pratiqué au détriment des agriculteurs africains, par les milices gouvernementales souvent étrangères, selon le MJE. Le MLS qui demande notamment la suppression de la sharia, ne prendra pas part à de nouvelles négociations « sauf si certains points sont décidés et ne renouvelera pas un cessez le feu « perpétuellement violé ». Le Mouvement pour la Justice et l'Egalité ne négocie pas et veut un Etat autonome à l'intérieur d'un Soudan unifié. Il a pris des contacts avec le front est et des supporters au Kordofan. Khartoum accuse Tourabi d'essayer de saboter les pourparlers de paix avec le MLS. et Ali Osman, le vice-président l'a menacé de ses foudres.

Amnesty International déclare que le gouvernement est largement responsable de la crise au Darfour, qu'il a au minimum totalement manqué de protéger son peuple. La situation risque de dégénérer en une vraie guerre civile et en crise humanitaire majeure.

Bien que le Président tchadien Déby (et son frère le chef de la Sécurité) soit Zaghawa comme les agriculteurs du Darfour, il soutient Khartoum qui l'a aidé dans son coup d'Etat contre Habré et le ferait chanter avec son opposition militaire. Il craindrait que le MJE attire ses troupes, qui seraient pour la plupart soudanaises, dans son combat.

Selon les Nations-Unies, le conflit a provoqué le déplacement de 600 000 personnes. Selon les Américains 7000 personnes ont été tuées depuis février. Encore plus sont mortes de malnutrition et de maladies dues à leur déplacement. De plus soixante-dix mille personnes ont fui au Tchad.

La question du Darfour a été traitée à la commission africaine des droits de l'homme.

C'est une erreur de voir la guerre seulement entre le Nord et le Sud. Au contraire une paix Nord/Sud pourrait fomentier plus d'instabilité à l'Ouest comme à l'Est, si ces deux régions se sentent oubliées. Evidemment quand et si l'ALPS fait partie du gouvernement, il pourra travailler à lutter contre la marginalisation du Darfour et de l'Est.

D'après la télévision soudanaise, Omar Mohamed Tahir, secrétaire général du Congrès Béja s'est rendu à Khartoum. Il a déclaré être venu soutenir les négociations pour l'unité nationale et a annoncé la fin des hostilités sur le front (18 11). Il a été reçu par Béchir (TV soudanaise). *Avec la paix et le retrait des forces ALPS de ce front les forces Béja sont extrêmement faibles. A Asmara, le congrès Béja a dit en substance qu'Omar Mohammed Taha ne représentait que lui-même et que les combats continuaient. Ce congrès Béja n'a pas de lien avec celui qui fut interdit à Khartoum le mois dernier (Sudanese Opposition Democratic Unionist Party 20 11)*

PÉTROLE ET ECONOMIE

Alstom a obtenu un contrat du ministère de l'irrigation d'un montant de 250 millions d'euros pour la fourniture et l'installation de l'équipement électro mécanique du projet de barrage de la quatrième cataracte et commencera à travailler en décembre 2003. A l'achèvement du projet, après cinq ans, la capacité de production d'électricité du Soudan sera plus que doublée (Power Engineering Magazine 13 11).

Le Président indien s'est rendu au Soudan fin octobre, où il a rencontré le Président Béchir, le Ministre des Affaires Etrangères et celui de l'Industrie et des Mines. Il s'est adressé au parlement. La société indienne **ONGC Videsh** se prépare à construire un **oléoduc** de 714 kilomètres de Khartoum à Port-Soudan. [Engineers India Ltd, India Oil Corporation, et Oil India Ltd vont probablement prendre des participations de respectivement 25%, 15 % et 10 % dans ce projet, tandis qu'ONGC Videsh aura 50 %. L'oléoduc pourra être utilisé pour envoyer le brut en Inde. Il sera transféré au gouvernement soudanais mi-2005 qui l'opérera avec l'aide du consortium. Le gouvernement le remboursera par semestre pendant 10 ans après quoi la propriété lui appartiendra. Une des difficultés est venue de ce que Khartoum préférerait régler en cash et les Indiens recevoir du pétrole (Business Standard, New Delhi, 29 10)]. **ONGC Videsh** se prépare aussi à **réparer la raffinerie de Port-Soudan**. Selon MEA, le commerce entre l'Inde et le Soudan s'est élevé en 2002-2003 à 111 millions d'euros (129 millions de dollars). Les premiers Indiens à s'établir au Soudan le firent il y a 150 ans et la communauté compte aujourd'hui 2 500 personnes. Trois mille étudiants soudanais étudient en Inde (dpa 18 10, PTT 22 10). La fédération des Chambre de Commerce et d'Industrie indienne a offert au Soudan son assistance pour promouvoir de petites et moyennes entreprises en conseillant dans les télécom, les chemins de fer, l'irrigation et l'énergie (sic) (Asia Pulse 14 11) Elle identifiera des projets d'entreprises à risques partagés entre sociétés indiennes et soudanaises (Financial Express,

Inde, 17 11). **ONGC Videsh négocie pour acheter des parts dans deux concessions supplémentaires.**

La Banque Mondiale et le Programme environnemental des Nations-Unies ont alloué 39 millions de dollars au Projet du Nil destiné à fournir des **ressources en eau potable**, dont le siège sera au Soudan (KUNA 26 10).

Bashair Telecom, une société possédée par des Arabes anonymes au Yemen, a obtenu le droit de construire un **second réseau de téléphones mobiles** et de l'opérer pendant 15 ans en réglant 150 millions d'euros au gouvernement. La construction doit démarrer dans six mois. Le précédent réseau fut établi en 1998 par Mobitel, il couvre Khartoum et les villes principales, et a quelques 170 000 abonnés. Ses principaux propriétaires sont Sudatel, une société pour part privée et pour part étatique, ainsi que la société néerlandaise MSI (AFP 26 10).

L'Egypte et le Soudan ont signé un accord pour la construction d'une **route asphaltée de Port-Soudan à la frontière égyptienne** sur 280 kilomètres (?) pour 88 millions de dollars dont l'Egypte réglera la moitié. (Il n'est pas indiqué qui réglera l'autre moitié). La société égyptienne Allam Company of Roads and Bridges sera responsable des travaux. Par la suite cette route devrait rejoindre Suez.

Un avion cargo, Antonov 12, a pris feu et a explosé alors qu'il était sur le point d'atterrir à Wau venant de Khartoum. Il appartenait à la société privée Saria airlines company et transportait de la nourriture et de l'argent, le montant n'a pas été indiqué, de la Banque du Soudan à la branche locale. Les 1 3 personnes à bord ont été tuées, l'équipage, 4 Arméniens, un Russe et un Ouzbeck, 3 officiels de la sécurité, un officiel de la banque du Soudan, un ingénieur de Saria, un policier et un policier militaire (AFP 18 11). L'ALPS nie être à l'origine du crash ce que Khartoum semble confirmer (AFP dpa 18 11).

TERRORISME

Depuis 1988, **l'Armée de Résistance du Seigneur (ARL)** est un groupement terroriste ougandais dont une des activités principales est l'enlèvement, et qui a des bases au Sud-Soudan. Khartoum le soutint autrefois en réponse au soutien ougandais accordé à l'ALPS. Depuis Khartoum a donné à l'Ouganda un droit de poursuite contre l'ARS au Soudan. En juillet, l'Ouganda avait accusé le Soudan parce que certains de ses officiers fournissaient des armes à la ARS et Khartoum avait promis d'enquêter et de punir.

On apprenait le 3 octobre que le Soudan avait rappelé plusieurs officiers accusés de ce trafic. Une enquête aurait lieu sans que l'on en sache plus (AFP 03 10).

Depuis le ministre des Affaires Etrangères soudanais a déclaré que les pourparlers avec l'ALPS échoueraient si d'autres conflits dans la région n'étaient pas résolus, a souhaité qu'un même zèle que celui dont elles ont fait preuve au Soudan, anime les nations en faveur de la résolution du conflit au Nord Ouganda, en Somalie et entre l'Ethiopie et l'Erythrée. Il a nié que le leader de l'ARS habite Khartoum ou Juba (Xinhua 25 10).

La milice pro-gouvernementale Equatoria Defence Force a accusé la ARS d'avoir tué 17 soudanais et a affirmé avoir tué 20 membres de l'ARS en contre-Partie (AFP 19 11).

Un membre belge du **Parlement Européen** John Van Ecke a **demandé à l'envoyé des N-U** pour les affaires des enfants de **faire une enquête pour savoir si Khartoum fournissait toujours des armes à l'ARS, et au Conseil de Sécurité pour savoir d'où l'ARS tenait ses armes** (New vision, Ouganda 20 11).

Le fils d'Iddi Amin Dada se propose de rencontrer Kony,

le leader de l'ARS, pour le faire renoncer à ses activités. « Je sais où est son camp à Juba » (?).

Le Soudan a rejeté une demande américaine présentée par Colin Powell de **fermer les bureaux à Khartoum du Hamas** et du Jihad islamique. Le secrétaire général du parti au pouvoir le Congés National, Ibrahim Ahmed Omar, a déclaré : « Les deux organisations sont des forces islamiques luttant pour la libération de leur patrie ce qui est un droit légitime ». Il a repoussé l'idée qu'il s'agit d'organisations terroristes et traité Sharon et Israël de vrais terroristes (AFP 22 10).

Bush a étendu d'un an la mise du Soudan sur la liste des Etats soutenant le terrorisme assorti d'un embargo économique (AFP 29 10), ce que Khartoum a jugé injuste et illogique (AFP dpa 30 10). Probablement poussés par Israël, les Etats-Unis attendraient le renvoi du Hamas et du Jihad islamique pour retirer le Soudan de la liste des Etats terroristes.

A la suite de l'attentat de Riyadh, **l'ambassade des Etats-Unis au Soudan a décidé d'arrêter ses opérations pour une semaine** et demandé à ses ressortissants d'éviter de se faire remarquer. (Xinhua 13 11).

Selon le quotidien *Akhbar al Yom*, des sources de toute confiance lui ont affirmé que **la CIA s'est basée sur une écoute téléphonique** entre deux personnes dont l'une a dit que quelque chose arriverait aux Américains au Soudan (13 11). L'ambassade a repris ses opérations le 16 11 (AFP).

LE PAPE CANONISE COMBONI

et suggère la création d'une université catholique au Soudan

Daniel Comboni est un Italien né à Limone sur le lac de Garde. Il ne fut pas le premier missionnaire à venir au Soudan au milieu du XIX^{ème} siècle des missionnaires catholiques s'y étaient rendus, avaient établi un centre à Khartoum, où ils marièrent les commerçants Européens vivant avec des Soudanaises ou des Ethiopiennes et fondèrent des stations dans le Sud « païen », particulièrement à Holy Cross, appelée jusqu'à aujourd'hui *kenissa*, église en arabe. Ils apprirent les langues locales. Mais en 12 années ils furent 64 à mourir, d'hématurie et de paludisme. Aussi dut-on renoncer et rapatrier les rares survivants.

Après un premier voyage au Soudan en 1857 qu'il dut interrompre à cause de la maladie de son compagnon de voyage, Comboni revint en 1871 avec une idée. Puisque les Européens ne pouvaient vivre en Afrique, ni, présumait-il les Africains en Europe, il fallait former des missionnaires africains dans un lieu où tous pouvaient vivre et il choisit l'Egypte. « L'Afrique sera sauvée par les Africains », avait-il coutume de dire. Après avoir créé deux ordres missionnaires appelés aujourd'hui Pères et Soeurs Comboniens, il fonda un poste dans les Monts Nouba au climat beaucoup moins dur que le Sud. Il fut nommé évêque de l'Afrique Centrale et mourut en 1881 à Khartoum. Le régime *Mahdiste* allait arrêter son oeuvre qui ne reprit que quelques années après le début du condominium : de crainte de susciter l'intégrisme musulman, les autorités anglaises ne voulaient pas

d'évangélisation, même en région « païenne », mais y furent obligées par l'opinion publique britannique.

Alors, un supérieur combonien interdit au nom du voeu d'obéissance à ses frères et soeurs de mourir avant l'âge. Ils vécurent donc. Il suffisait d'y penser.

Les Pères et Soeurs comboniens ont entre autres fondé des collèges appelés souvent Comboni College, qui attirent beaucoup de musulmans. C'est dire qu'on n'y fait pas de prosélytisme. Le nom Comboni est très connu au Soudan, c'est ainsi que beaucoup de Soudanais du Sud appellent les petites écoles destinées aux déplacés. Lorsque pendant la première paix du Sud des jésuites voulurent fonder un collège à Wau qu'ils se proposaient d'appeler Ignace de Loyola, du nom de leur célèbre fondateur, la population leur dit : « On ne veut pas de n'importe quoi, on veut un Comboni ».

Le lendemain de la canonisation, parlant à des pèlerins venus y assister, le pape a proposé la fondation d'une université catholique au Soudan, à la suggestion du nouveau Cardinal Zubeir Wako. Ce projet avait été demandé au Vatican par le président Nimeiri, au début des années 80 ; il était tombé dans les oubliettes avec l'instauration de la *sharia*, et surtout la reprise de la guerre. C'est dire que le pape croit à la paix.

Le Soudan a tout de suite accepté une faculté d'informatique.

DES SITES SOUDANAIS AU PATRIMOINE MONDIAL DE L'HUMANITÉ

Le Gebel Barkal, emplacement d'un temple d'Amon et les sites proches de la région napatéenne ont été inscrits par l'UNESCO au patrimoine mondial de l'humanité.

Lors d'une période de faiblesse égyptienne, en 700 av.J.C., des princes soudanais très égyptianisés règnent à Napata, toute proche du Gebel Barkal et de la 4^{ème} cataracte. Deux de ces souverains Kashta et Peye (alias Piankhy) vont conquérir l'Egypte et faire de cette partie du Soudan qui s'appelait Koush, l'une des premières puissances mondiales. Leur histoire se retrouve en Egypte où avec leurs 6 successeurs, ils sont connus sous le nom de XXV^{ème} dynastie « éthiopienne ». (Pour les Grecs qui les ont appelés ainsi, ce mot veut dire « visage brûlé »). Ces pharaons nous paraissent souvent proches. Peye aimait beaucoup les chevaux. A un roi rebelle assiégé et vaincu dont il visite les écuries après la défaite : « Je jure sur ma propre vie, dit-il, qu'avoir laissé les chevaux mourir de faim est la pire de toutes les choses que tu aies faites dans la violence de ton coeur. »

Les souverains de cette dynastie avaient leur capitale en Egypte mais ils se firent enterrer dans la nécropole de

Kourrou, proche de Napata. Ils renouèrent avec la tradition des pyramides abandonnée par leur prédécesseurs mille ans plus tôt. La version soudanaise est petite et s'effile au cours des siècles. Cependant ces pharaons « éthiopiens » ne résistèrent pas à l'invasion assyrienne mieux armée. Taharqa et son successeur Tanoutamon durent abandonner l'Egypte qui reprenant sa politique traditionnelle envahit Koush et mit à sac Napata (591 av.J.C.). A cause du sac de Napata, son souverain s'établit à Méroé, plus au Sud, où une très grande civilisation africaine allait s'épanouir. Mais Napata garda pendant trois siècles les privilèges d'une capitale religieuse : les souverains s'y faisaient investir, il y furent inhumés sous les pyramides de Nouri.

Napata était-elle une région ou une ville? Les savants ne sont pas d'accord sur ce point. S'il s'agissait d'une ville, elle se trouve à Sanam, sur le site de Mérowé (à ne pas confondre avec Méroé) qui est fouillé actuellement par une équipe archéologique italienne. Ce site ne sera pas inondé par le barrage en construction.